

N. 90 — 3174

19 DECEMBER 1990. — Ministerieel besluit houdende beëindiging van de visserij op wijting in de i.c.e.s.-gebieden VII, behalve VIIa

De Staatssecretaris voor Landbouw,

Gelet op de wet van 12 april 1957 waarbij de Koning ertoe gemachtigd wordt maatregelen voor te schrijven ter bescherming van de biologische hulpbronnen van de zee, gewijzigd bij de wetten van 23 februari 1971 en 18 juli 1973;

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, gewijzigd bij de wet van 11 april 1983;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 januari 1988 houdende aanvullende nationale maatregelen inzake de instandhouding en het beheer van de visbestanden, inzonderheid op artikel 14;

Gelet op het akkoord van de Minister van Buitenlandse Zaken;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door het feit dat het quotum nagenoeg volledig werd aangeland en dat er nog wijting aan boord is van vissersvaartuigen die heden de visserijactiviteit beoefenen, dient daarom zonder verwijl de visserij op wijting stopgezet te worden ten einde de door de EEG toegestane vangsten niet te overschrijden,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1. vissersvaartuig : een vaartuig vermeld in de « Officiële lijst der Belgische vissersvaartuigen »;

2. i.c.e.s.-gebieden : de in de mededeling van de EG-Commissie in het *Publikatieblad van de Europese Gemeenschappen* van 24 december 1985 en 31 december 1985 bepaalde gebieden en sectoren.

Art. 2. De visserij op wijting in de wateren van de i.c.e.s.-gebieden VII, behalve VIIa, is verboden voor alle vissersvaartuigen alsmede het aan boord houden, het overladen en het lossen van wijting gevangen in deze wateren, na de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt en houdt op van kracht te zijn op 31 december 1990, om 24 uur.

Brussel, 19 december 1990.

P. DE KEERSMAEKER

F. 90 — 3174

19 DECEMBRE 1990. — Arrêté ministériel portant cessation de la pêche de merlan dans les zones c.i.e.m. VII, à l'exclusion de la VIIa

Le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,

Vu la loi du 12 avril 1957 autorisant le Roi à prescrire des mesures en vue de la conservation des ressources biologiques de la mer, modifiée par les lois des 23 février 1971 et 18 juillet 1973;

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, modifiée par la loi du 11 avril 1983;

Vu l'arrêté royal du 28 janvier 1988 portant des mesures nationales complémentaires en matière de conservation et de gestion des ressources de pêche, notamment l'article 14;

Vu l'accord du Ministre des Affaires étrangères;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence motivée par le fait que le quota a été presque entièrement débarqué et vu que du merlan se trouve à bord de bateaux de pêche actuellement en activité de pêche, il y a lieu de cesser sans retard la pêche de merlan, afin de ne pas dépasser les quantités autorisées par la CEE,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1. bateau de pêche : un bateau repris dans la « Liste officielle des navires de pêche belges »;

2. zones c.i.e.m. : les zones et secteurs déterminés dans la communication de la Commission-CE dans le *Journal officiel des Communautés européennes* des 24 décembre 1985 et 31 décembre 1985.

Art. 2. Dans les eaux des zones c.i.e.m. VII, à l'exclusion de la VIIa, il est interdit pour tous les bateaux de pêche, de pêcher, de retenir à bord, de transborder et de débarquer du merlan capturée dans ces eaux après la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge* et cessera d'être en vigueur le 31 décembre 1990, à 24 heures.

Bruxelles, le 19 décembre 1990.

P. DE KEERSMAEKER

EXECUTIEVEN — EXÉCUTIFS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 90 — 3175

28 SEPTEMBRE 1990. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon relatif à la Commission d'agrément en matière de déchets

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi du 22 juillet 1974 sur les déchets toxiques, notamment l'article 6;

Vu le décret du Conseil régional wallon du 5 juillet 1985 relatif aux déchets, modifié par les décrets du 9 avril 1987 et du 30 juin 1988, notamment l'article 24;

Vu l'arrêté royal du 9 février 1976 portant règlement général sur les déchets toxiques, notamment l'article 33, modifié par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 27 novembre 1986;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 12 novembre 1987 relatif à certaines catégories de déchets;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,

Arrête :

Article 1^{er}. Un chapitre *Ibis* comprenant l'article 3*bis*, est inséré dans l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 12 novembre 1987 relatif à certaines catégories de déchets :

CHAPITRE *Ibis*. — De la Commission d'agrément en matière de déchets

Art. 3*bis* § 1^{er}. Il est créé une Commission d'agrément en matière de déchets. Elle est notamment chargée de remettre les avis visés aux articles 6 et 17 sur les demandes d'agrément en qualité de collecteur ou d'éliminateur de déchets toxiques conformément aux dispositions du présent arrêté.

Le Ministre ayant la politique des déchets dans ses attributions peut soumettre également à l'avis de la Commission toute question relative à l'octroi d'agréments visés par d'autres réglementations en matière de déchets.

§ 2. Cette Commission est composée :

- 1° du Directeur général des Ressources naturelles et de l'Environnement ou de son délégué, qui en assume la Présidence;
- 2° du Directeur général des Technologies et de la Recherche ou de son délégué;
- 3° de l'Inspecteur général de la Division de la Prévention des Pollutions et de la Gestion du Sous-Sol ou de son délégué;
- 4° de l'Inspecteur général de la Division des Déchets ou de son délégué;
- 5° de l'Inspecteur général de la Division de l'Eau ou de son délégué;
- 6° de l'Inspecteur général de la Division Contrôle ou de son délégué;
- 7° de trois personnalités choisies en vertu de leur compétence scientifique particulière, portant notamment sur les domaines suivants : génie chimique, toxicologie, agronomie;
- 8° d'un représentant des laboratoires agréés en vertu de la réglementation relative aux déchets toxiques;
- 9° d'un secrétaire choisi au sein du pool de la Division des Déchets.

Les personnes visées aux points 8° à 10° ci-dessus sont nommées pour un terme de six ans par le Ministre de la Région Wallonne qui a la politique des déchets dans ses attributions. Leur mandat est renouvelable à l'expiration du délai prévu.

Tous les membres de la Commission ont voix délibérative à l'exception du secrétaire.

La Commission ne siège valablement que si la moitié au moins des membres ayant voix délibérative sont présents. L'avis est donné à la majorité simple des membres présents. En cas de parité des voix, celle du président est prépondérante.

§ 3. La Commission peut convoquer et entendre le demandeur d'agrément, ainsi que toute autre personne qu'elle juge utile.

Elle émet son avis dans un délai de deux mois à dater du jour où elle a été saisie de la demande. Passé ce délai, l'avis est réputé favorable.

Si elle émet un avis favorable, elle peut proposer les conditions d'exploitation ainsi que les garanties financières.

Si elle émet un avis défavorable, la Commission doit motiver son avis sous peine de nullité.

Art. 2. A l'article 6, § 4 du même arrêté, la dernière phrase est remplacée par la disposition suivante :

« Lorsque la demande d'agrément concerne des déchets toxiques, l'avis de la Commission d'agrément en matière de déchets instituée en vertu de l'article 3bis est requis ».

Art. 3. L'article 17, § 4, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« En ce qui concerne les déchets toxiques, toute décision statuant sur la demande d'agrément est prise sur avis de la Commission d'agrément en matière de déchets instituée en vertu de l'article 3bis ».

Art. 4. A l'article 33 de l'arrêté royal du 9 février 1976 portant règlement général sur les déchets toxiques, l'alinéa suivant est ajouté :

« En Région wallonne, en ce qui concerne la protection du voisinage et de l'environnement ainsi que l'enlèvement et le traitement de déchets, il faut entendre par « Commission d'agrément », la Commission d'agrément en matière de déchets créée par l'article 3bis de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 12 novembre 1987 relatif à certaines catégories de déchets ».

Art. 5. L'article 74, § 3, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 12 novembre 1987 relatif à certaines catégories de déchets, est abrogé.

Art. 6. Le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 28 septembre 1990.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon chargé de l'Economie,
des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre de l'Agriculture,
de l'Environnement et du Logement pour la Région Wallonne,

G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 90 — 3175

28. SEPTEMBER 1990. — Erlass der Wallonischen Regionalexekutive über die Zulassungskommission in Sachen Abfälle

Aufgrund des Gesetzes vom 22. Juli 1974 über die giftigen Abfälle, insbesondere des Artikels 6;

Aufgrund des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 5. Juli 1985 über die Abfälle, abgeändert durch die Dekrete vom 9. April 1987 und vom 30. Juni 1988, insbesondere des Artikels 24;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 9. Februar 1976, der die allgemeine Ordnung über die giftigen Abfälle festlegt, insbesondere des Artikels 33, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 27. November 1988;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 12. November 1987 über gewisse Kategorien von Abfällen;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Wallonischen Region für Landwirtschaft, Umwelt und Wohnungswesen,
Beschliesst die Wallonische Regionalexekutive :

Artikel 1. In den Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 12. November 1987 über gewisse Kategorien von Abfällen wird ein Kapitel *Ibis*, das den Artikel *3bis* umfasst, eingefügt :

« **KAPITEL *Ibis*.** — Die Zulassungskommission in Sachen Abfälle.

Artikel *3bis*, § 1. Eine Zulassungskommission in Sachen Abfälle wird errichtet. Sie wird beauftragt, die in den Artikeln 6 und 17 erwähnten Gutachten über die Zulassungsanträge als Sammler oder Entsorger giftiger Abfälle gemäss den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses abzugeben.

Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Abfallpolitik gehört, kann auch jede Frage über die Zulassung von Genehmigungen, die durch andere Regelungen in Sachen Abfälle betroffen sind, zum Gutachten der Kommission vorlegen.

§ 2. Diese Kommission hat die folgende Zusammensetzung :

- 1° der Generaldirektor der Naturschätze und der Umwelt oder seiner Abgeordnete, der den Vorsitz führt;
- 2° der Generaldirektor der Technologien und der Forschung oder seiner Abgeordnete;
- 3° der Generalinspektor der Abteilung für die Bekämpfung der Verschmutzungen und die Bodenwirtschaftung oder seiner Abgeordnete;
- 4° der Generalinspektor der Abteilung für Abfälle oder seiner Abgeordnete;
- 5° der Generalinspektor der Abteilung für Wasser oder seiner Abgeordnete;
- 6° der Generalinspektor der Abteilung Kontrolle oder seiner Abgeordnete;
- 7° drei Persönlichkeiten, die auf Grund ihrer besonderen wissenschaftlichen Zuständigkeit unter anderem auf den folgenden Gebieten : chemische Technologie, Toxikologie, Landwirtschaftskunde gewählt sind;
- 8° ein Vertreter der auf Grund der Regelung über die giftigen Abfälle zugelassenen Laboratorien;
- 9° ein Sekretär, der innerhalb der Zentrale der Abteilung für Abfälle gewählt wird.

Die in weiter oben Punkten 8° bis 20° erwähnten Personen werden für einen Zeitraum von sechs Jahren durch den Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Abfallpolitik gehört, ernannt. Ihr Mandat kann am Ende der vorgesehenen Frist verlängert werden.

Alle Mitglieder der Kommission, mit Ausnahme des Sekretärs, haben eine beschliessende Stimme.

Die Sitzung der Kommission ist nur gültig, wenn mindestens die Hälfte der Mitglieder mit beschliessender Stimme anwesend sind. Das Gutachten wird mit der einfachen Mehrheit der anwesenden Mitglieder abgegeben. Im Falle von Stimmgleichheit ist die Stimme des Präsidenten entscheidend.

§ 3. Die Kommission kann den Antragsteller, sowie jede andere Person vorladen und hören.

Innerhalb zwei Monate ab dem Tag, an dem ihr der Antrag vorgelegt wurde, gibt sie ihr Gutachten ab. Nach Ablauf dieser Frist gilt das Gutachten als günstig.

Ist ihr Gutachten günstig, so kann sie die Betriebsbedingungen so wie die finanziellen Garantien vorschlagen.

Ist ihr Gutachten ungünstig, so muss die Kommission ihr Gutachten zur Vermeidung der Nichtigkeit begründen ».

Art. 2. In Artikel 6, § 4 desselben Erlasses wird der letzte Satz durch die folgende Bestimmung ersetzt :

« Wenn der Zulassungsantrag giftige Abfälle betrifft, ist das Gutachten der aufgrund des Artikels *3bis* errichteten Zulassungskommission in Sachen Abfälle erforderlich ».

Art. 3. Der Artikel 17, § 4 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt :

« Was die giftigen Abfälle betrifft, wird jede Entscheidung über den Zulassungsantrag aufgrund des Gutachtens der gemäss dem Artikel *3bis* errichteten Zulassungskommission in Sachen Abfälle getroffen ».

Art. 4. In Artikel 33 des Königlichen Erlasses vom 9. Februar 1976, der die allgemeine Ordnung über die giftigen Abfälle festlegt, wird der folgende Absatz eingefügt.

« In der Wallonischen Region, was den Umgebungs- und Umweltschutz sowie die Abfuhr und die Behandlung der Abfälle betrifft, ist unter « Zulassungskommission » die durch den Artikel *3bis* des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 12. November 1987 über gewisse Kategorien von Abfällen errichtete Zulassungskommission in Sachen Abfälle zu verstehen ».

Art. 5. Der Artikel 74, § 3 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 12. November 1987 über gewisse Kategorien von Abfällen wird aufgehoben.

Art. 6. Der Minister der Wallonischen Region für Landwirtschaft, Umwelt und Wohnungswesen wird mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namür, den 28. September 1990.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive, beauftragt mit der Wirtschaft,
den K.M.B. und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

Der Minister der Wallonischen Region für Landwirtschaft, Umwelt und Wohnungswesen,

G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 90 — 3175

28 SEPTEMBER 1990. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve
betreffende de Erkenningscommissie inzake afvalstoffen

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de wet van 22 juli 1974 op de giftige afvalstoffen, inzonderheid op artikel 6;

Gelet op het decreet van de Waalse Gewestraad van 7 juli 1985 betreffende de afvalstoffen, gewijzigd bij de decreten van 9 april 1987 en 30 juni 1988, inzonderheid op artikel 24;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 februari 1976 houdende algemeen reglement op de giftige afvalstoffen, inzonderheid op artikel 33, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 27 november 1986;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 12 november 1987 betreffende bepaalde categorieën afvalstoffen;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting voor het Waalse Gewest,

Besluit :

Artikel 1. Een hoofdstuk *Ibis* dat een artikel *3bis* omvat, wordt ingevoegd in het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 12 november 1987 betreffende bepaalde categorieën afvalstoffen :

« HOOFDSTUK *Ibis*. — De Erkenningscommissie inzake afvalstoffen

Art. *3bis*, § 1. Een Erkenningscommissie inzake afvalstoffen wordt opgericht. Zij is met name erin te belast met de artikelen 6 en 7 bedoelde adviezen uit te brengen overeenkomstig de bepalingen van dit besluit over de aanvragen om erkenning als ophaal- of verwijderingsdienst van giftige afvalstoffen.

De minister tot wiens bevoegdheid het afvalbeleid behoort, kan ook elk probleem met betrekking tot de toekenning van erkenningen die door andere reglementen inzake afvalstoffen zijn betrokken, aan het advies van de Commissie voorleggen.

§ 2. Die Commissie bestaat uit :

1° de Directeur-generaal van de Dienst Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu die de Commissie voorziet of zijn afgevaardigde;

2° de Directeur-generaal van de Dienst Technologieën en Onderzoek of zijn afgevaardigde;

3° de Inspecteur-generaal van de Afdeling Voorkoming van de Verontreinigingen en van het Beheer van het Ondergrond of zijn afgevaardigde;

4° de Inspecteur-generaal van de Afdeling Afvalstoffen of zijn afgevaardigde;

5° de Inspecteur-generaal van de Afdeling Water of zijn afgevaardigde;

6° de Inspecteur-generaal van de Afdeling Controle of zijn afgevaardigde;

7° drie persoonlijkheden gekozen krachtens hun bijzondere wetenschappelijke bevoegdheid inzake de volgende materies : chemische techniek, toxicologie en landbouwkunde;

8° een vertegenwoordiger van de laboratoria erkend krachtens het reglement betreffende de afvalstoffen;

9° een secretaris gekozen onder de pool Afdeling Afvalstoffen.

De personen bedoeld in de voormelde punten 8° tot 10° worden benoemd voor een termijn van zes jaar door de Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheid het afvalbeleid behoort. Hun mandaat is vernieuwbaar na het verstrijken van de bepaalde termijn.

Alle leden van de Commissie, met uitsluiting van de secretaris, hebben stemmende recht.

De Commissie vergadert slechts geldig wanneer ten minste de helft van haar leden met stemmende recht aanwezig zijn. Het advies wordt gegeven bij gewone meerderheid van stemmen van de aanwezige leden. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter beslissend.

§ 3. De Commissie kan de erkenningsaanvrager, alsmede ieder ander persoon oproepen en horen.

Zij brengt advies uit binnen twee maanden vanaf de dag waarop zij met de aanvraag aanhangig wordt gemaakt. Na het verstrijken van die termijn wordt het advies gunstig geacht te zijn.

Wanneer zij een gunstig advies uitbrengt, kan zij ontginningsvoorwaarden alsmede financiële waarborgen opleggen.

Wanneer zij een ongunstig advies uitbrengt, moet de Commissie op straffe van nietigheid haar advies met redenen omkleeden ».

Art. 2. In artikel 6, § 4, van hetzelfde besluit wordt de laatste zin vervangen door de volgende bepalingen :

« Wanneer de aanvraag om erkenning giftige afvalstoffen betreft, wordt het advies van de Erkenningscommissie inzake afvalstoffen ingesteld krachtens artikel *3bis* vereist ».

Art. 3. Artikel 17, § 4, van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Wat giftige afvalstoffen betreft, wordt iedere uitspraak die over de aanvraag om erkenning beslist, genomen op advies van de Erkenningscommissie inzake afvalstoffen ingesteld krachtens artikel *3bis*. »

Art. 4. In artikel 33 van het koninklijk besluit van 9 februari 1976 houdende algemeen reglement op de giftige afvalstoffen wordt het volgende lid toegevoegd :

« In het Waalse Gewest, wat de bescherming van het nabuurschap en van het leefmilieu, alsmede de ophaal en de behandeling van afvalstoffen betreft, dient te worden verstaan onder « Erkenningscommissie », de Erkenningscommissie inzake afvalstoffen opgericht door artikel *3bis* van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 12 november 1987 betreffende bepaalde categorieën afvalstoffen ».

Art. 5. Artikel 74, § 3, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 12 november 1987 betreffende bepaalde categorieën afvalstoffen wordt opgeheven.

Art. 6. De Minister van Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting voor het Waalse Gewest is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 28 september 1990.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met Economie, KMO's en Gewestelijk Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting voor het Waalse Gewest,

G. LUTGEN